

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ROCKSON NOUVELLE

Route Nationale 113
Les Fouitades
13340 ROGNAC

Références : D-0688-MRS-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement ROCKSON NOUVELLE implanté Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 ROGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROCKSON NOUVELLE
- Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 ROGNAC
- Code AIOT dans GUN : 0006401004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

ROCKSON Nouvelle est une société d'imprimerie bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03/04/1998.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Outre les constats ci-après, il est à noter que l'exploitant envisage de réaménager son atelier. Il lui appartient donc d'en informer le préfet par le biais d'un porter à connaissance pour une modification de ses conditions d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
Surveillance de rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – 19°	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
IED – Rubrique 3670 – STS	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71-I	/	Sans objet
Surveillance de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3.2	/	Sans objet
Surveillance de rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – 19°	/	Sans objet
Tableau des rubriques ICPE du site	Décret du 28/10/2019, article Décret n° 2019-1096	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon le classement actuel du site, il est soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3670 (BREF STS). L'exploitant a démontré que sa consommation annuelle de solvant organique n'atteint pas le seuil de 200 t/an et que de ce fait, il n'est plus soumis à la rubrique 3670. L'inspection propose donc au Préfet d'en prendre acte.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de revoir son Plan de Gestion des Solvants (PGS) en se basant sur le guide INERIS. Il devra ainsi confirmer (ou infirmer) le dépassement des 30 % de solvant émis par émissions diffuses par rapport à la consommation totale en solvants. En cas de confirmation de dépassement, il pourra être proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : IED – Rubrique 3670 – STS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71-I
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de réexamen IED
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
Constats : Un projet d'arrêté de mise en demeure pour non remise de dossier de réexamen IED au titre du BREF STS (rubrique 3670) a été notifié à l'exploitant (courrier du 07/04/2022). En réponse par courrier du 13/04/2022, il explique que <i>"notre activité (et ce depuis 2017) consomme 30 tonnes par an maximum de solvant organique. Cette quantité est très inférieure au seuil d'autorisation au titre de la rubrique 3670 (200 tonnes par an)"</i> . L'inspection a pu consulter les PGS 2020 et 2021 établis par l'exploitant : les quantités de solvants déclarées sont respectivement de 17,5 t et de 6.5 t.
Observations : Au vu de ce qui précède, l'inspection considère que le site n'est pas soumis à la rubrique 3670 et propose au Préfet de notifier à l'exploitant qu'il prend acte de ses observations et que de ce fait le projet d'arrêté de mise en demeure est à présent infondé et n'a pas lieu d'être signé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté de la concentration en hydrocarbures non méthaniques et éventuellement en méthane et en oxyde de carbone doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection le dernier rapport de mesure des rejets atmosphériques daté du 25/02/2022. Les paramètres mesurés sont conformes à la réglementation. L'inspection a constaté également que sur les 4 rotatives indiquées dans le tableau des rubriques annexé au rapport de l'inspection daté du 12/10/2016, suite au dépôt de dossiers de modifications des conditions d'exploitation du site, seules les épurateurs des 2 rotatives 72 pages ont fait l'objet de relevé de mesures. <ul style="list-style-type: none">• La rotative 16 pages n'est plus présente sur le site.• La rotative 24 pages a été arrêtée début mai 2022 et sera démantelée d'ici 1 mois.
Observations : Il est attendu que l'exploitant déclare auprès du Préfet la cessation d'activité des 2 rotatives 16 pages (arrêtée depuis 2017 et démantelée en 2022) et 24 pages (arrêtée en mai 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – 19°
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée : 19 - Imprimerie : Impression sur rotative offset à sécheur thermique : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 15 mg/m3.
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection le rapport de "Mesures de concentration polluant des rejets atmosphériques" du 25/02/2022 (intervention du 17/02/2022). Les résultats de mesures sont conformes à la réglementation applicable au site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : Les résultats de ces mesures sont transmis dès réception à l'inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des éventuels dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : La déclaration GEREP n'a pas été établie le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant déclare ne pas avoir pu accéder à GEREP. Le droit d'accès à GEREP lui a été ouvert avant l'inspection. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection sa déclaration GEREP. Il doit le faire sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté son PGS 2021. Toutefois, l'inspection observe que celui-ci n'a pas été établi selon le Guide INERIS.
Observations : L'exploitant s'est engagé à fournir une nouvelle version de son PGS établie selon le guide de l'INERIS. Il a transmis, par courriel du 05/05/2022, un bon pour accord pour l'établissement du PGS. Le nouveau PGS est attendu sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tableau des rubriques ICPE du site

Référence réglementaire : Décret du 28/10/2019, article Décret n° 2019-1096
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique 1978
Prescription contrôlée : Vérifier rubrique 1978
Constats : Dans son courrier en réponse au contradictoire dans le cadre de la mise en demeure pour non remise de son dossier de réexamen IED - BREF STS, l'exploitant indique que sa consommation maximale annuelle est de 30 t/an.
Observations : L'exploitant relève ainsi de la rubrique 1978-1. Le classement ICPE du site sera mis à jour à la prochaine révision de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – 19°
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.
Constats : Le PGS 2021 transmis par courriel du 14/04/2022 indique que le flux d'émissions diffuses est estimé à 3093 kg pour un volume de solvant utilisé de 6577 kg, soit 47 % de la quantité de solvants utilisée.
Observations : L'inspection a constaté lors de l'analyse du PGS transmis que le mode de calcul de l'exploitant ne correspond pas au guide d'élaboration d'un plan de gestion de l'INERIS. Il est donc attendu que ce document soit revu. L'exploitant doit transmettre la nouvelle version de son PGS sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. Si le flux d'émission diffuse ne respecte toujours pas la VLE de 30%, l'exploitant doit proposer des actions correctives en s'engageant sur un délai raisonnable pour se mettre en conformité et, éventuellement, revoir son étude de risque sanitaire (ERS) afin de vérifier l'acceptabilité des risques sanitaires attribuables au site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1998, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rendement de l'épurateur à combustion thermique
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller au bon fonctionnement de ses installations (four de séchage, installations de dépollution...).
L'épurateur à combustion thermique rejettera au maximum 14000 Nm3 /h d'effluents gazeux.
Constats : Le dernier rapport de relevés de mesures des rejets atmosphériques indique que les 2 épurateurs rejettent respectivement 4685 et 4767 Nm3/h.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet